



« *On ne peut pas interdire à un parti politique d'aller battre campagne dans une ville sous prétexte que c'est notre fief politique* » a regretté le prof Edmond Biloa dimanche passé sur le plateau de l'émission Droit de Réponse. Allusion faite au meeting du MRC interdit la semaine passée à Ebolowa, pourtant autorisé quelques heures plus tôt.

Cet universitaire, militant engagé du RDPC et farouche défenseur du président Paul Biya, a soutenu alors que le sous-préfet (Ebolowa 3) « *n'a pas bien géré cette affaire* » de meeting du MRC. « *Moi j'ai l'impression que ce sous-préfet n'est pas logique avec lui-même* », a poursuivi le prof Edmond Biloa, vice-recteur de l'université de Yaoundé II. « *Si on veut la paix il faut laisser les partis politiques s'exprimer dans des meetings populaires encadrés par les forces de l'ordre* », a-t-il ajouté.

Il faut noter que cette réaction du prof Edmond Biloa sur Equinoxe TV a surpris plus d'un, d'autant plus qu'il n'est pas souvent difficile pour ses camarades du parti de saluer ce genre d'actes posés par les autorités administratives.

Ces propos inhabituels, inédits et pleins de lucidité, ont d'ailleurs valu d'éloges de son co-paneliste, le consultant David Eboutou, qui a rappelé que les autorités administratives ont toujours été réticentes quant à l'autorisation des manifestations des partis politiques surtout de l'opposition, sous le fallacieux prétexte de trouble à l'ordre public.

« La tenue d'un meeting de l'opposition au Cameroun relève toujours de l'extraordinaire. Or, notre pays compte plus de 300 partis politiques. Nous sommes dans une compétition Démocratique pluraliste où les actes posés dans le cadre de maintien de l'ordre public par Nos sous-préfets compromettent le jeu Démocratique. Nos autorités administratives doivent savoir que le principe c'est la liberté et l'interdiction doit être l'exception. Dommage que la majorité de ces autorités brillent par le manque de culture Démocratique et Politique », a déclaré David Eboutou.